

Fiche de présentation

1-Les aspects géopolitique, à travers l'histoire, de la formation de la nation tchèque en Europe centrale

2-Lieutenant Colonel (T) GALATIK Vlastimil (République tchèque)

3-15 janvier 1999

4-Division A

5-Mémoire de géopolitique

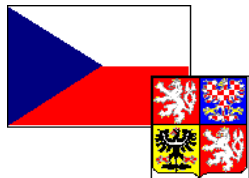
6-Résumé

L'évolution géopolitique de la nation tchèque est le reflet de l'histoire de l'Europe centrale. Constitué en royaume dès le Moyen Age, elle a perdu son indépendance puis son autonomie entre le seizième et le dix-neuvième siècle.

Le vingtième siècle a vu son renouveau politique, mais la seconde guerre mondiale et le traité de Yalta l'ont entraîné dans la sphère communiste.

La dernière décennie de ce siècle a été, avec l'effondrement du bloc communiste, l'occasion pour le peuple tchèque de relever les défis de la démocratie et de la libéralisation de l'économie. Les prochains objectifs, l'intégration à l'OTAN et à l'UE, seront certainement rapidement atteints.

7-Europe centrale -- Nation tchèque -- Tchécoslovaquie -- République tchèque



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

**Les aspects géopolitiques, à travers
l'histoire, de la formation de la nation
tchèque en Europe centrale**

LCL Vlastimil GALATIK

République Tchèque

SOMMAIRE:

Avant - propos

Introduction

1. L'Etat tchèque indépendant (V^e siècle - 1526)

1.1 Les débuts de l'Etat tchèque

1.2 Le règne des Luxembourg

1.3 La " Révolution " hussite

1.4 Des Luxembourg aux Habsbourg

2. La Bohême et la Moravie sous les Habsbourg (1526 - 1918)

2.1 Les Habsbourg et l'Etat tchèque

2.2 Les Ténèbres

2.3 Le réveil national

3. L'Etat tchèque de l'époque moderne

3.1 La naissance de la nouvelle république (1914 - 1920)

3.2 La Tchécoslovaquie - république parlementaire (1920 - 1948)

3.3 La Tchécoslovaquie - démocratie populaire et socialiste (1948 -1989)

3.4 La révolution de velours et la division de la Tchécoslovaquie

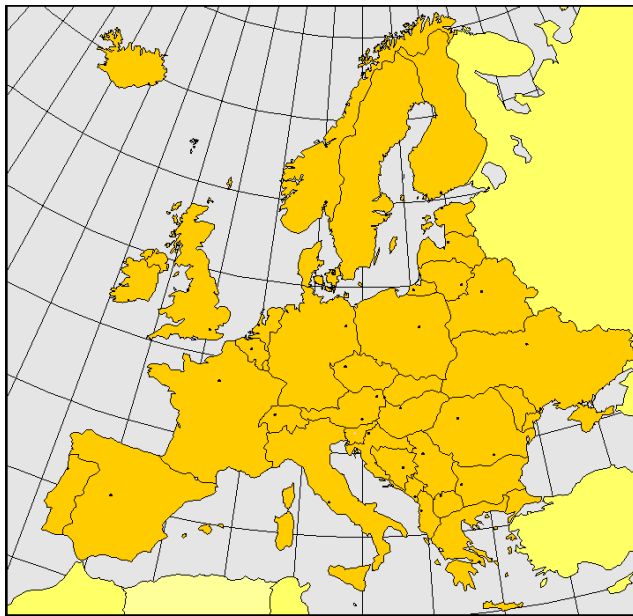
3.5 L'adhésion aux valeurs occidentales

CONCLUSION

Les notes et les explications

Bibliographie

Avant - propos



La République Tchèque

Situé au coeur du continent européen, ce petit pays a toujours suscité l'intérêt de ses voisins et des autres Etats. Il représente la forme la plus récente d'un Etat vieux de plus de douze siècles. Il a connu une histoire riche et dramatique et est constitué par l'union de plusieurs régions historiques.

Ce territoire se compose de trois régions :

- la Bohême,
- la Moravie,
- la Silésie.

Ce territoire existe depuis le Moyen Age. Il a traversé plusieurs siècles. Mais ces régions historiques ne correspondent plus avec l'organisation actuelle de l'Etat. Les Tchèques utilisent néanmoins ces appellations qu'il convient de conserver afin de faciliter la compréhension de l'évolution historique.

INTRODUCTION

Le peuple tchèque est en Europe centrale depuis plus de mille ans. Son histoire et celle de son état sont émaillés d'événements dramatiques et souvent complexes. L'histoire tchèque a été influencée avant tout par ses relations avec ses voisins, par l'état de l'économie nationale et internationale, par le développement des religions et des idéologies, notamment l'idéologie communiste. Des décisions des puissances mondiales ou européennes ont plusieurs fois changé le cours de cette histoire. Il n'est toutefois pas possible d'oublier les grands hommes de la scène politique qui ont formé la nation tchèque et son environnement.

Ce mémoire mettra en lumière les fondements historiques, mais aussi les aspirations du peuple tchèque à réaliser ses idées, à obtenir sa liberté et à préserver son identité.

L'évolution géopolitique de la nation tchèque est le reflet de l'histoire de l'Europe centrale. Constitué en royaume dès le Moyen Age, elle a perdu son indépendance puis son autonomie entre le seizième et le dix-neuvième siècle.

Le vingtième siècle a vu son renouveau politique, mais la seconde guerre mondiale et le traité de Yalta l'ont entraîné dans la sphère communiste.

La dernière décennie de ce siècle a été, avec l'effondrement du bloc communiste, l'occasion pour le peuple tchèque de relever les défis de la démocratie et de la libéralisation de l'économie. Les prochains objectifs, l'intégration à l'OTAN et à l'UE, seront certainement rapidement atteints.

Les problèmes géopolitiques du peuple tchèque seront étudiés à travers les trois principales périodes historiques, qu'il a connu au cours des siècles.

La première partie montrera les débuts de l'état tchèque, l'état tchèque indépendant et fort à l'apogée du royaume de Bohême. Cette époque verra le déclin commencer en 1526 pour être total en 1620.

La situation de l'ancien royaume de Bohême sous le règne de la dynastie de Habsbourg sera ensuite détaillée. C'est une longue période de lutte de plus de 300 ans contre la germanisation du peuple tchèque et pour son indépendance.

Enfin, sera étudié la vie de la République tchécoslovaque, de 1918, date de sa création, jusqu'à nos jours.

-

1. L'Etat tchèque indépendant (V^e siècle - 1526)

1.1 Les débuts de la nation tchèque

Les premiers habitants connus en région tchèque sont des populations celtiques, les **Boïes** ou **Boïens**, qui ont laissé leur nom à la **Bohême**. Ils sont remplacés, à partir de la fin du premier siècle avant notre ère, par des peuples germaniques, les Marcomans et les Quades.

Marcomans et Quades sont remplacés aux V^e, VI^e ou VII^e siècle par des tribus slaves sur les territoires qui correspondent aujourd'hui à la Bohême, à la Moravie et à la Slovaquie.

Puis **Samo**, un marchand franc, a contrôlé le premier **état slave indépendant** en 627 - 662. C'est de là que date le début **des affrontements** entre les **Slaves**, Tchèques ou Moraves et les Francs, futurs **Germain**s, affrontements qui ont été une raison, parmi d'autres, de la fin de l'empire de Samo.

Ces conflits entre les Tchèques et les Germains préfigurent pour le peuple tchèque l'antagonisme futur avec les Allemands et les Autrichiens.

Au début du IX^e siècle un Etat se constitue, englobant tous les Slaves occidentaux, la Grande Moravie, qui a les relations importantes avec la Francie orientale. Le christianisme y est introduit par les Byzantins. Deux missionnaires de Byzance, Cyrille et Méthode, arrivent en Moravie en 863 à la demande du prince Rastislav (846 - 869). Ils apportent l'usage de l'écriture avec l'alphabet et organisent l'Eglise. La Grande Moravie n'a été ni un état fort, bien qu'étendu géographiquement, ni un état organisé. Au X^e siècle elle s'écroule devant l'attaque des envahisseurs magyars.



La Grande Moravie a eu une histoire relativement courte, mais importante car elle marque le début du christianisme dans les futurs territoires de la Bohême, de la Slovaquie et de la Pologne.

Après la Grande Moravie, **la nation tchèque s'est organisée sur le territoire de la Bohême**. La dynastie Premyslides, dans laquelle la Bohême choisit ses chefs (ducs, puis à partir du XIII^e siècle, rois), va garder alors le pouvoir pendant plus de quatre siècles.

En 962, le couronnement d'Otton I^{er} marque le début du Saint Empire romain germanique. La Bohême en fait d'emblée partie et le restera jusqu'à la fin, en 1806.

*Issu du partage de l'Empire de Charlemagne, roi de Francs, le **Saint Empire romain germanique** veut perpétuer l'Empire romain d'Occident et se proclame défenseur de la chrétienté occidentale face aux menaces des Turcs en Europe, à partir du XIV^e siècle. L'empereur allemand dispute pendant des siècles la direction morale et politique de cette Europe chrétienne au pape, seule autorité incontestée au Moyen Age.*

*En réalité, le Saint Empire était plus un mythe qu'une réalité. Il rassemblait des duchés, des principautés et des villes libres. **La Bohême** fut souvent la plus grande et la plus forte partie du Saint Empire. Au moment du traité de Westphalie en 1648, on disait que ces Etats princiers et villes libres étaient presque aussi nombreux que les jours de l'année. Cependant,*

la couronne impériale, qui était élective, était recherchée pour son prestige et faisait rêver pour son symbole tous les rois des nations du pourtour germanique. **Il est intéressant de noter que la Bohême, pays slave, fut une partie du Saint Empire romain germanique dès son apparition.**

L'empereur était élu à Francfort par les huit Grands Electeurs et les délégations des villes libres. Il était censé symboliser l'unité de l'Europe chrétienne face au monde orthodoxe et musulman. La famille princière des Habsbourg réussit à faire élire l'empereur parmi ses membres presque continuellement, à partir de Rodolphe I^{er} en 1273. Cette famille a régné sur le Saint Empire jusqu'en 1803. **Seuls les rois de Bohême de la maison de Luxembourg, Charles IV, Venceslas IV et Sigismond, élus empereurs, de 1355 à 1437, ont concurrencé les Habsbourg sur le trône le Saint Empire.**



Boleslav le Pieux, fils Boleslav le Cruel, obtient en 973 la création de l'évêché de Prague, dépendant de l'archevêque de Mayence. Les Premyslides cherchent ensuite à devenir rois, comme leurs voisins de Hongrie et de Pologne. Certains obtiennent de l'empereur, à titre personnel, la couronne royale. Par exemple en 1086 Vratislav II est couronné par l'empereur Henri IV. C'est sous Ottokar (Otakar) I^{er} en 1212, que **la Bohême devient définitivement un royaume**, le seul du Saint Empire, par la " bulle d'or " de Sicile de l'empereur Frédéric II Hohenstaufen. Ottokar I^{er} annexe en 1222 définitivement la Moravie comme un margraviat. Le premier fils du roi de Bohême était le margrave de la Moravie.

Ces événements sont très importants pour l'avenir de l'Etat tchèque car:

- **la Bohême est reconnue par des autorités européennes comme un royaume indépendant;**
- **la création de l'évêché de Prague facilite la direction des affaires de l'Eglise;**
- **l'annexion de la Moravie double le territoire et le potentiel humain du royaume de Bohême.**



Ottokar II (1253-1278)^{*1}, petit-fils d'Ottokar I^{er}, réunit à son royaume (Bohême et Moravie) le double héritage des maisons allemandes de Carinthie et de Carniole (Slovénie actuelle). Il se fait élire duc d'Autriche et dirige la Styrie. Le royaume atteint son apogée territoriale. Le roi contrôle le territoire de la Mer Baltique aux Balkans et vise le trône impérial. Mais les électeurs le trouvent trop puissant et lui préfèrent, en 1273, l'obscur Rodolphe de Habsbourg qui, aussitôt élu, conteste les droits d'Ottokar. Après la bataille de Dürnkrut en 1278, où Ottokar est tué, l'Autriche restera aux mains des Habsbourg jusqu'en 1918.

Pour les tchèques la bataille de Dürnkrut signifie la fin de l'empire tchèque. Les quatre duchés qu'Ottokar avait acquis en Allemagne passent finalement dans le patrimoine de la maison de Habsbourg.

C'est une des origines des problèmes ultérieurs entre les tchèques et les allemands. Une seule bataille change dramatiquement la situation géopolitique en Europe centrale. Le plus puissant roi de la région est tué et un duc, inconnu mais ambitieux, crée le futur empire autrichien. Cet empire dominera l'Europe centrale pendant plus de 600 ans.

Avec Venceslas III, assassiné en 1306 et qui n'a pas d'héritier, la dynastie des Premyslides s'éteint.

1.2 Le règne des Luxembourg

La mort de Rodolphe I^{er} de Habsbourg en 1291 ouvre un conflit entre partisans et adversaires des Habsbourg. Plusieurs empereurs, dont Henri de Luxembourg, se succèdent et, le cas échéant, se combattent. Henri ne règne pas longtemps mais réussit en 1310 à faire élire roi de Bohême son fils **Jean**, qui épouse Elisabeth, soeur de Venceslas III. Jean laisse gouverner sa femme et la noblesse tchèque. Il s'en va guerroyer en Europe. Il trouvera la mort à la bataille de Crécy en 1346.

Le règne de Jean de Luxembourg n'est pas bénéfique pour la Bohême. La Bohême représente pour lui seulement la source financière de ses aventures de guerre. Il est très préoccupé de politique étrangère. Il lui faut pour la mener consentir des privilèges importants à la noblesse. Il intervient dans les affaires de l'Empire au nord de l'Italie, ainsi qu'en France où il prend parti pour Philippe VI de Valois. Après sa mort la Bohême est pillée et n'est plus gouvernée.

Son fils Charles, né à Prague mais élevé à la cour de France, lui succède en Bohême et devient en 1355 empereur du Saint Empire sous le nom de Charles IV.

Son règne marque l'apogée culturel et politique du royaume tchèque. Charles s'établit à Prague et en fait pour un temps la capitale du Saint Empire. Sa " Bulle d'Or " de 1356 codifie le système d'élection de l'empereur. Mais il s'intéresse avant tout à son royaume. Il l'agrandit de la Silésie (contre une renonciation solennelle à la couronne de Pologne), de la basse Lusace (en complément de la haute Lusace acquise en 1329), des pays de Cheb (à l'extrême ouest de la Bohême) et de Znojmo (au sud de la Moravie).

Prague vient alors au troisième rang des villes d'Europe, après Constantinople et Paris. Elle est depuis **1344 le siège d'un archevêché. La Bohême ne dépend plus de la province ecclésiastique de Mayence.** Avec l'appui du pape Clément VI (qui avait été son précepteur à la cour de France), Charles fonde en 1348 **l'université de Prague**, la première d'Europe centrale (celle de Cracovie date de 1364).

La même année, il décide d'agrandir la ville (Nové Město, " nouvelle ville "). En 1357, il fait entreprendre la construction du fameux pont de pierre qui porte aujourd'hui son nom. Charles meurt en 1378.

Charles IV a profondément marqué l'histoire tchèque par sa personnalité. On l'appelle le " père de la Bohême ". Très cultivé, il parle cinq langues et s'adonne aux arts et aux lettres. Il essaye de résoudre la mauvaise situation économique par des grands travaux.

1.3 La Révolution hussite

L'année même où Venceslas IV succède à son père Charles IV, comme roi de Bohême et comme empereur, le " grand schisme " déchire l'Eglise catholique entre un pape d'Avignon, un pape de Rome et bientôt un pape de Pise. L'affaire, riche en rebondissements ne se résoudra qu'en 1414-1415 au concile de Constance. Les critiques dont l'Eglise a fait l'objet au XIV^e siècle, en particulier de la part du théologien anglais John Wycliffe, prennent ainsi tout leur relief. Jérôme de Prague, après des études à Oxford, propage les idées de Wycliffe en

Bohême. Il a pour ami Jan Hus^{*2}, dont la prédication en tchèque à Prague, extrêmement réformatrice, finit par entraîner son excommunication. Cité devant le concile de Constance, Jan Hus s'y rend en 1414 avec un sauf-conduit délivré par l'empereur Sigismond. Il est néanmoins arrêté, condamné et brûlé vif le 6 juillet 1415. Jérôme de Prague connaîtra le même sort l'année suivante.

La crise de l'Eglise se double d'une crise d'autorité du Saint Empire. Venceslas IV, déposé en tant qu'empereur en 1400, perd le contrôle d'une situation qui, après la mort de Jan Hus, devient en Bohême proprement révolutionnaire. Aux aspirations religieuses des hussites s'ajoute le désir de réformer la société (abolition du servage, mise en commun des terres). Le 30 juillet 1419, les hussites en colère précipitent des notables catholiques par les fenêtres de château de Prague. C'est la première défenestration. Venceslas IV meurt quelques jours plus tard.



Son frère Sigismond, déjà roi de Hongrie (depuis 1387) et empereur (depuis 1410) lui succède en principe sur le trône de Bohême, **Mais les Tchèques refusent de le reconnaître. Ils ne peuvent pas oublier la mort de Jan Hus qui, malgré les garanties de sécurité individuelle de Sigismond pour se rendre au concile de Constance, y fût brûlé vif. De plus Sigismond, fils de Charles IV, est identifié en Bohême comme " l'allemand " et donc comme l'ennemi du peuple tchèque.**

Sigismond, en accord avec le pape, lance contre les tchèques une croisade. Il est battu par les troupes de Jan Zizka à Vitkov (aujourd'hui Zizkov, faubourg de Prague). Une Diète générale de Bohême désigne un directoire de vingt membres (dix nobles, dix

bourgeois) et procède à la confiscation des biens du clergé et de la couronne. Après la mort de Zizka en 1424, le commandement militaire échoit à Prokop Holy (Prokop le Grand), dont l'armée de " Combattants de Dieu " défait en 1431 une nouvelle croisade. **Les hussites ont battu les croisades du pape et de Sigismond en 1420, 1421, 1422, 1427, 1431.**

Sigismond se résout à négocier, en tirant partie de la division des hussites en **calixtins et taborites**^{*3}. Elaborés par le concile de Bâle, les "**compactata de Jihlava**" permettent, en 1436, un **accord entre catholiques et calixtins à propos du rite**. Les taborites, isolés, sont battus à Lipany en 1434 et Prokop tué. Sigismond accepte la perte des Biens de la couronne et du Clergé et reconnaît le tchèque comme langue officielle. Aussitôt proclamé roi, il meurt en 1437.

1.4 Des Luxembourg aux Habsbourg

Albert II d'Autriche, gendre de Sigismond, lui succède dans ses deux royaumes de Bohême et de Hongrie(1438). Il meurt dès 1439 avec pour héritier un fils Ladislav le Posthume. Un autre Habsbourg, Frédéric III, est alors élu empereur. Une régence est instituée en Bohême mais en 1452 un noble tchèque utraquistes **Georges de Podebrady**, prend le pouvoir puis se fait élire roi à l'unanimité en 1458 après la mort de Ladislav de Posthume. *Les papes toutefois se montrent hostiles. En 1465 le pape Paul II charge le roi de Hongrie Mathias Corvin, que les seigneurs catholiques choisissent comme roi de Bohême, de mener une nouvelle croisade.*

Georges de Podebrady cherche à résoudre les querelles entre pays par la voie diplomatique. Il envoie ses courriers aux cours royales européennes, mais sans grand succès.

Georges de Podebrady - **dernier souverain tchèque** - meurt en 1471, non sans avoir désigné pour lui succéder le fils du roi du Pologne Casimir le Grand (dynastie des Jagellons) Vladislav (ou Ladislav) II, aussitôt élu. *La Bohême a ainsi deux rois concurrents.* Vladislav cède à Mathias Corvin la Moravie, la Silésie et la Lusace. A la mort de ce dernier, la situation se retourne. Vladislav est également élu roi par la diète hongroise en 1490. Il reconstitue le royaume de Bohême.

A la mort de Vladislav II en 1516, les deux couronnes passent à son fils **Louis**. Puis à son mort à la bataille de Mohacs (1526) contre les Turcs à son beau-frère Ferdinand de Habsbourg.

Ferdinand de Habsbourg devient alors roi de Bohême et, non sans difficulté, de Hongrie.

A partir de ce moment et jusqu'à la guerre 1914-1918, les deux couronnes de Bohême et de Hongrie seront portées par le même souverain.

C'est le point de départ de la monarchie danubienne dirigée par les Habsbourg et dont la Bohême va faire partie jusqu'en 1918.

2. La Bohême et la Moravie sous les Habsbourg (1526 - 1918)

-

2.1 Les Habsbourg et l'Etat tchèque

En Bohême, Ferdinand obtient de la diète, par intimidation, qu'elle reconnaisse en 1547 l'hérédité de la couronne tchèque dans sa famille. La couronne était auparavant élective. Il ne réussit pas par contre à arrêter les progrès du luthéranisme, qui finit par gagner la masse des seigneurs et des bourgeois. Les Habsbourg travailleront à établir l'absolutisme et se feront les champions du catholicisme.

Les Tchèques, en majorité utraquistes, vont eux-mêmes se répartir en " néo-utraquistes " attirés par la Réforme, le plus grand nombre, et en partisans de Rome. Ferdinand, devenu l'empereur Ferdinand I^{er} après l'abdication de Charles Quint en 1556, favorise les catholiques et encourage les Jésuites, qui fondent à Prague une université rivale de l'université Charles. Par ailleurs, après un siècle et demi de hussisme, il rétablit en 1561 un archevêque

authentiquement catholique. ***Sa politique demeure toutefois prudente, car le royaume de Bohême fournit alors les deux tiers des revenus des Habsbourg.***

Maximilien II (1564-1576) poursuit dans la même voie.

Son **successeur Rodolphe II** s'établit à demeure à Prague à partir de 1582. Esprit original, protecteur des arts et des sciences, il y accueille les astronomes protestants Tycho Brahé et Johannes Kepler et finit par accorder à tous les réformés la liberté de culte en 1609. *A l'empereur Rodolphe II les Tchèques arrachent les **Lettres de majesté** qui accordent aux dissidents religieux la liberté du culte. Mais les tensions s'aggravent entre catholiques et protestants tout aussi intransigeants les uns que les autres.* Rodolphe meurt en 1612. Son frère **Mathias**, qui l'a évincé du trône de Bohême dès 1611 s'appuie au contraire sur des catholiques zélés. Il mourra à son tour en 1619, sans héritier.

La tension monte entre catholiques et protestants. A la suite d'un conflit avec l'archevêque à propos de la fermeture d'un temple, une entrevue au château de Prague entre protestants et lieutenants généraux catholiques du royaume dégénère le 23 mai 1618 en défenestration. Les deux lieutenants et un secrétaire, dont la chute a été amortie par un tas de fumier, ne sont que légèrement blessés. Ce sera le prétexte du début **la guerre de Trente Ans.**

Le Habsbourg **Ferdinand II**, désigné dès 1618 pour succéder à Mathias, est en effet un catholique intransigeant, ancien élève des Jésuites. La rupture ne tarde pas. A la mort de Mathias, en 1619, une Diète de Bohême dépose Ferdinand, exclut les Habsbourg, bannit et dépossède les Jésuites et choisit comme roi l'électeur palatin Frédéric V, un calviniste. L'entreprise est aventureuse : les Tchèques n'ont aucun soutien des princes protestants allemands et ont pour tout allié le voïvode calviniste de Transylvanie, Gabriel Bethlen. Frédéric V se révèle médiocre. Le peuple et la noblesse ne se mobilisent pas. Il faut recourir à des mercenaires. Ferdinand II confie à Wallon Tilly le soin d'en recruter lui aussi. Le 8 novembre 1620 à la Montagne-Blanche, à l'ouest de Prague, l'armée des Etats est battue.

2.2 Les Ténèbres

La répression n'attend pas. 27 membres de la Diète sont décapités. Amendes et confiscations touchent surtout la petite noblesse, tchèque et allemande. Leurs biens passent aux seigneurs fidèles dont, par exemple, le tchèque Valdstyn, dit Wallenstein, que Ferdinand engagera en 1625 comme " entrepreneur général de guerre ". L'administration de la Bohême est transférée à Vienne. A la Diète, maintenant, dominant désormais la grande noblesse et le haut clergé catholique. Ferdinand donne libre cours à la Contre-Réforme. Les Jésuites prennent le contrôle de l'université Charles. Trente mille familles, nobles et bourgeoises, ayant refusé de se convertir, doivent prendre le chemin de l'exil.

Le catholicisme est de nouveau religion d'Etat et le pays perd toute indépendance politique. En 1627 une " Constitution rénovée du pays " est proclamée. Elle consacre la mainmise autrichienne sur le pays, à l'intérieur duquel la Bohême ne représente plus qu'une simple province.

Pendant ce temps, la guerre de Trente Ans, malencontreusement déclenchée par les Tchèques, ne tarde pas à embraser l'Allemagne: Ferdinand pourchasse Frédéric V, les princes protestants

s'engagent dans la bataille, le Danemark intervient, puis la Suède. Prague est occupée par les Suédois en 1631-1632, en 1647, en 1648. *Les collections artistiques de grande valeur de l'empereur Rodolphe II sont volées par les Suédois et transportées en Suède.* Cette même année, le traité de Westphalie ramènera la paix.

A la fin du XVII^e siècle, la Bohême a changé de visage. Elle est passée sous la coupe de la haute noblesse qui détient 85% des terres. Les Allemands dominent le commerce et l'artisanat, y compris à Prague. Dans la paysannerie tchèque, asservie, d'immenses jacqueries ont éclatent en 1680, puis en 1693-1695.

Rétrospectivement, les nationalistes tchèques ont nommé cette période TEMNO " les Ténèbres ." Il est vrai que la défaite de la Montagne-Blanche avait sonné le glas de la Tchéquie hussite, fière et quasi indépendante. Mais une époque de reconstruction et de superbe éclosion de l'architecture baroque suit la Guerre de Trente ans.

La guerre de Succession d'Autriche (1740-1748) marquera un nouveau tournant. Les Prussiens envahissent en 1740 la Silésie (qui appartient à la couronne de Bohême depuis le XIV^e siècle). Cinq ans plus tard, le traité de Dresde leur en reconnaît la possession, à l'exception de quelques territoires du Sud-Est, connus depuis lors sous le nom de " Silésie autrichienne ". En 1741 - 1742 des troupes françaises et bavaroises occupent la Bohême. Elles y sont bien accueillies. Dans les deux cas, aucun attachement aux Habsbourg ne s'est manifesté. L'unification à la monarchie autrichienne par la religion, inaugurée par Ferdinand II, a échoué. Une radicalisation du système s'impose. Aussi les réformes vont se succéder sous les règnes de Marie-Thérèse (1740-1781) puis de Joseph II (1781-1790).

Marie-Thérèse complète l'assimilation de la Bohême aux provinces allemandes de l'Autriche: l'allemand devient la seule langue admise dans les écoles et dans l'administration. Elle reste insensible à l'éveil des idées nouvelles qui, au siècle des Lumières, pénètrent en Bohême.

Joseph II, son fils, despote éclairé, essaie de transformer radicalement l'Etat disparate qu'est la monarchie autrichienne en un Etat unitaire et allemand. Il échoue.

En Bohême, les maîtres d'école doivent connaître l'allemand qui devient la langue officielle. D'autre part, l'empereur accorde la liberté du culte privé aux dissidents religieux et abolit le servage des paysans. C'est après sa mort et par réaction contre sa politique systématiquement unitaire et germanisante, que se manifestent les premiers signes d'un réveil de la nationalité tchèque.

Une véritable administration centrale voit le jour à Vienne. Sa compétence s'étend aux pays autrichiens proprement dits, à la Bohême et à la Moravie, qui perdent de la sorte leurs particularismes, mais non à la Hongrie qui conserve les siens. La bureaucratie se développe. Elle devient, y compris pour les Tchèques eux-mêmes, une voie d'ascension sociale importante. Le Saint-Siège ayant supprimé l'ordre des Jésuites en 1773, une réforme de l'enseignement secondaire est lancée l'année suivante. L'enseignement primaire en tchèque réapparaît. Parmi les innovations introduites par Joseph II, l'usage de l'allemand comme seule langue administrative ne modifie guère les habitudes en Bohême. En revanche l'édit de

Tolérance de 1781, dont bénéficient les protestants et qui s'accompagne d'une amélioration du sort des Juifs, ainsi que l'abolition du servage, constituent de réels progrès.

En dépit du caractère autocratique du régime, la Bohême connaît, au début du XIXe siècle un incontestable renouveau intellectuel, sous l'impulsion des " Eveilleurs ", ainsi qu'un essor économique semblable à ceux de l'Allemagne orientale ou de l'Autriche voisines.

2.3 Le réveil national après 1815

La résurrection de la nationalité tchèque ne commence vraiment qu'après 1815. Elle se développera sous l'effet des révolutions de 1830, une renaissance du tchèque, ravalé depuis deux siècles au rang de patois, qui devient la langue littéraire.

A partir de 1845, l'action nationale prend un caractère politique plus accentué. On revendique " le droit historique ", c'est-à-dire l'unité de l'ancien royaume de Bohême.

S'il n'y a pas, en 1848, de révolution à Prague, la Bohême ne s'en trouve pas moins prise dans le tourbillon des événements. Des élections au suffrage universel ont lieu en 1848 dans toute la Confédération germanique, dont la Bohême fait partie. Les responsables tchèques refusent d'y participer, à la différence des Allemands de Bohême et de Moravie qui souhaitent le rattachement à une Allemagne unie. Un représentant allemand au parlement de Francfort déclare même: " C'est par la force que le tchéquisme doit être contenu et réprimé ". De son côté, Palacky^{*4} organise en juin à Prague un congrès slave (Tchèques, Slovaques, Polonais....) que le général Windischgraetz disperse quelques jours plus tard. ***Le Congrès a le temps d'exalter l'idée du panslavisme, mais aussi de mesurer l'ampleur des désaccords entre Slaves. L'insurrection, dite de la Pentecôte à Prague, suivie de la capitulation le 18 juin 1848, ouvre la voie à une répression qui va se généraliser. La révolution est également vaincue dans les autres parties de l'Empire autrichien.***

Un parlement élu au suffrage universel, représentant des Etats à l'Exception de la Hongrie, se réunit à Vienne. L'abolition des liens de servage et des droits seigneuriaux est votée en septembre. A la suite d'émeutes en Autriche, réprimées par le nouveau chancelier Schwarzenberg (lui-même grand aristocrate de Bohême), le gouvernement et l'Assemblée se transportent en Moravie. On cherche à élaborer une Constitution qui respecte les droits des nationalités. Le projet présenté par un député morave (maintien des pays historiques, divisés en " cercles " à caractère national) a la faveur de l'Assemblée. Mais François-Joseph, empereur à partir de 1848, et Schwarzenberg le rejettent. En 1849, l'Assemblée est dissoute et une Constitution octroyée. C'est le " régime de Bach ", parfaitement réactionnaire, que l'aristocratie de Bohême s'empresse d'approuver.

Le système Bach, qui porte le nom du Premier ministre, rétablit l'arbitraire administratif ainsi qu'une surveillance policière. L'absolutisme se développe par la suppression des diètes provinciales et la dissolution de la garde nationale, tandis que la censure s'exerce sur toutes les publications. La langue tchèque est écartée.

Les échecs de Solférino (en 1859, face aux Français en Italie) et de Sadowa (face aux Prussiens) conduisent au compromis austro-hongrois de 1867, très mal accueilli par les Tchèques. Le nouveau système, en les fondant dans la Cisleithanie (moitié autrichienne de l'empire), ne leur accorde en effet aucune autonomie. En conséquence, les députés tchèques boycottent les travaux du parlement de Cisleithanie.

Le système dualiste consacre l'hégémonie des Magyars en Hongrie, des Allemands en Autriche, mais ne donne pas satisfaction aux autres peuples. En Autriche, la lutte est surtout menée par les Tchèques qui réclament la reconstitution de l'Etat tchèque [Bohême, Moravie, Silésie autrichienne] et une constitution analogue à celle que le compromis de 1867 a donné à l'Etat hongrois.

Des Tchèques participent cependant au gouvernement et le chancelier Hohenwart, en 1871 propose un compromis aux termes duquel François-Joseph, couronné à Prague, y réaffirmerait les droits du royaume de Bohême. Mais face à l'opposition des Hongrois, tenant d'un seul " dualisme ", et des Allemands de Bohême, qui refusent tout tête-à-tête avec les Tchèques, le projet doit être abandonné. François-Joseph sera ainsi le premier roi de Bohême à ne pas avoir été couronné à Prague.

La situation évolue néanmoins. En 1882 le bilinguisme est imposé aux fonctionnaires de Bohême, ce qui favorise les Tchèques. L'université Charles est partagée en deux sections, allemande et tchèque. Les Jeunes-Tchèques du parti national libéral, fondé en 1874, exercent une influence grandissante. Un parti social-démocrate tchèque s'organise. Mais la démocratisation ne progresse que lentement: il faut attendre 1906 pour que le suffrage universel soit institué en Cisleithanie.

S'ils ne bénéficient toujours pas, à la veille de 1914, de l'autonomie politique qu'ils réclament, les Tchèques font néanmoins du XIX^e siècle un bilan positif. Le pays se situe au niveau de l'Europe occidentale qu'il s'agisse du degré d'instruction, de l'efficacité de l'agriculture ou du développement industriel, avec par exemple les usines Skoda fondées à Plzen en 1859. ***La Bohême est l'arsenal et la partie plus développée de l'Empire. Elle possède de puissantes industries mécaniques, des industries très diversifiées et de haute qualification. Elle exporte largement dans l'Etat austro-hongrois, en Europe orientale et dans les autres parties du monde. A cet essor correspond une évolution politique et sociale importante.***

T.G. Masaryk, professeur à l'université Charles, exerce une influence considérable sur les étudiants et la bourgeoisie intellectuelle (avocats, médecins, ingénieurs, milieux commerçants des villes). En 1891, Masaryk et les Jeunes Tchèques font élire 36 députés au parlement de Vienne. Leur programme rejette toute la politique de l'empire habsbourgeois. Il réclame l'indépendance de la couronne de Bohême, l'extension des conquêtes démocratiques, l'alliance avec la Russie et la résistance aux menaces pangermanistes. La lutte se poursuit, avec des alternatives diverses, entre Tchèques et Allemands, à la fois au parlement de Vienne et en Bohême. Au moment où la guerre éclate, la question tchèque reste pendante. En corollaire, une classe ouvrière importante est apparue. Aux élections de 1911, le parti social-démocrate remporte 37% des voix. Les Tchèques ont par ailleurs retrouvé leur autonomie culturelle et sont nullement exclus du pouvoir en Bohême ou en Moravie. En 1914, 95% des fonctionnaires d'état sur le territoire tchèque sont tchèques. Le pays est bien administré.

Depuis le Moyen Age la Slovaquie constituait une partie du royaume de Hongrie, connue sous le nom de Haute Hongrie. A partir de 1867, les Slovaques sont soumis à la magyarisation. Mais au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle le mouvement slovaque s'est renforcé.

Les niveaux politique, économique et culturel en Bohême et Moravie et en Slovaquie sont assez différents. Les relations politiques en réalité n'existent pas. Seules des activités culturelles parmi les écrivains et les autres artistes sont réalisées, mais elles reposent essentiellement sur des relations personnelles.

Les crises de la Tchécoslovaquie en 1938, en 1968 et en 1990 - 1993 montreront que les intérêts des Tchèques et des Slovaques sont différents.

La situation intérieure à la veille de la première guerre mondiale de l'Empire est à première vue calme et sans grandes difficultés.

-

3. L'Etat tchèque de l'époque moderne

3.1 La naissance de la nouvelle république (1914 - 1920)

La mobilisation des Tchèques et des Slovaques dans l'armée austro-hongroise s'opère en 1914 sans difficulté. Mais certains chefs politiques passent à l'étranger et vont y jouer un rôle déterminant. Il s'agit d'abord de Tomas Masaryk (1850 - 1937), né en Moravie de père tchèque et de mère slovaque, dans un milieu très simple. Il exerce divers petits métiers avant de devenir étudiant à Vienne puis à Leipzig où il épouse une Américaine descendante de huguenots. Lui-même se convertit au protestantisme en rejoignant " l'Unité des frères ", une église tchèque hussite. En 1882, il est nommé professeur de philosophie à l'université Charles. Elu député jeune-tchèque en 1891, il se fait d'abord l'avocat des nationalités, du droit de grève, du suffrage universel et brave l'antisémitisme viennois. Son élève à l'université Charles, Edvard Benes (1880 - 1948), né dans le sud de la Bohême, obtient un doctorat en droit à Dijon en 1908 puis enseigne à Prague à partir de 1909. A Masaryk et Benes se joint le slovaque Milan Stefanik (1880 - 1919) qui, après des études à l'université Charles, est venu lui aussi s'installer en France. Astronome et général français, il a acquis la nationalité française.

Ces trois hommes créent à Paris en 1916 un Conseil national tchécoslovaque avec le soutien d'universitaires français, dont l'historien Ernest Denis (1849 - 1921), qui a consacré sa thèse de doctorat à Jan Hus et aux guerres hussites. Les Tchécoslovaques eux-mêmes le considèrent comme l'un des promoteurs de leur indépendance.

L'action du Conseil national se traduit par la création, avec des volontaires et des ex-prisonniers, de corps tchécoslovaques qui se battent sur les fronts français et italien, puis d'une Légion tchécoslovaque en Russie, dont l'histoire sera fort mouvementée. *Elle est en effet constituée par passés à l'ennemi. En avril 1915, un régiment tout entier se rend ainsi aux Russes et combat immédiatement dans leurs rangs.* Après avoir participé à l'offensive russe

de juillet 1917, la Légion se retire vers la Sibérie pour embarquer à Vladivostok. Mais les relations avec les bolcheviks se détériorent au point que, pendant plusieurs mois, 50 000 légionnaires tchécoslovaques tiennent en otage le chemin de fer transsibérien. Ils ne seront rapatriés qu'à la fin de 1918.

L'attitude des Alliés vis-à-vis des Tchèques et des Slovaques reste longtemps assez floue. Le " point Cinq " de la fameuse déclaration du président Wilson (janvier 1918) prévoit " la possibilité d'un développement autonome pour les peuples de l'Autriche-Hongrie ", sans autre précision. Le gouvernement français reconnaît néanmoins, en juin 1918, la représentativité du Conseil national tchécoslovaque.

En Autriche-Hongrie, pendant ce temps, l'arrivée sur le trône de Charles I^{er} permet une certaine reprise de la vie politique. En mai 1917 les députés tchèques proposent la création d'un Etat confédéral, dont l'une des composantes serait le royaume de Bohême agrandi de la Slovaquie. Le projet bute sur l'opposition des Hongrois.

Alors que la défaite militaire de l'Autriche-Hongrie devient inéluctable, les événements se précipitent en octobre 1918. Le 14 octobre, Benes annonce la formation d'un gouvernement provisoire tchécoslovaque reconnu par les Alliés. Le 28, la république est proclamée à Prague. Le 30, un Conseil national slovaque se réunit. Le 31, un gouvernement provisoire d'union nationale se forme à Prague.

Un problème important se pose pour la nouvelle République tchécoslovaque: La détermination des frontières et la question des minorités.

La question ne se pose pas de la même façon dans l'ex-Cisleithanie (pays tchèque) et dans l'ex-Transleithanie (royaume de Hongrie).



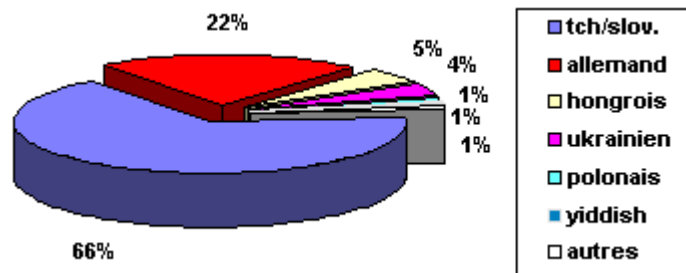
Les Tchèques tiennent pour évidente que leur pays correspond aux territoires " historiques " de la couronne de Bohême, à savoir la Bohême proprement dite, la Moravie et la Silésie ex-autrichienne. Vers la fin de 1918, les Alliés refusent aux Allemands des Sudètes le droit de tenir un référendum en vue de leur rattachement à une Allemagne élargie à l'Autriche. Les autorités de Prague reprennent aussitôt la situation en main. La Pologne, de son côté, revendique le territoire de Teschen, partie de l'ex-Silésie autrichienne où réside une population polonaise. La question suscite entre les deux pays un lourd contentieux. Elle sera tranchée par l'arbitrage interallié du 28 juillet 1920 qui partagera le territoire en

deux.

Au sein de l'ex-royaume de Hongrie, la délimitation de la Slovaquie ne saurait reposer sur des arguments historiques. On se réfère donc à des arguments historiques et à des critères ethniques, auxquels on adjoint des considérations économiques et stratégiques. Au traité de Trianon (4 juin 1920) la Tchécoslovaquie obtient une frontière très au sud, pour une bonne part sur le Danube, et incorpore de la sorte une forte minorité hongroise. En outre, le traité de Trianon lui attribue la partie orientale de l'ex-Haute Hongrie, dite Ruthénie (subcarpatique), peuplée en majorité non pas des Slovaques mais de Ruthènes, c'est-à-dire d'Ukrainiens. Cette région avait été confiée à la Tchécoslovaquie par les Alliés en septembre 1919, sous condition que lui soit accordée un statut d'autonomie.

Ainsi constituée, la Tchécoslovaquie est un **Etat pluriethnique**; d'aucuns disent une Autriche-Hongrie en miniature. Dans les années vingt la population (14,6 millions) se répartit en effet comme suit, selon la langue maternelle:

- **tchèque ou slovaque: 66%** (dont slovaque le quart environ de ce pourcentage)
- **allemand: 22%** (dont plus de neuf dixièmes en Bohême et en Moravie)



- **hongrois: 5%** (en Slovaquie et en Ruthénie)
- **ukrainien: 4%** (en Ruthénie)
- **polonais: 1%** (en Silésie)
- **yiddish: 1%** (en

- **autres: 1%**.

*Sur le plan intérieur, la question délicate est celle des minorités, allemandes en Bohême et en Moravie, magyars en Slovaquie. Jusqu'en 1926, les ministères ne sont formés que de Tchèques. Les Allemands et les Magyars refusent de prendre part à la vie publique, se cantonnent dans une opposition de principe et, de la part des Allemands, presque séditeuse. A partir de 1925, grâce à la modération des dirigeants tchèques et, au premier rang, du président Masaryk, certains partis allemands (agrariens et chrétiens-sociaux) se rapprochent de leurs compatriotes tchèques et consentent à collaborer au gouvernement. Les Magyars, conformant leur attitude à la politique irrédentiste du gouvernement hongrois persistent dans une opposition irréductible. Cette situation interne **montre la discorde des nationalités à l'intérieur de l'Etat multinational. En 1939, les Magyars sont rattachés à la Hongrie comme les Allemands de Bohême sont rattachés à l'Allemagne.***

3.2 La Tchécoslovaquie - république parlementaire (1920 - 1948)

De 1920, année d'adoption de la Constitution, à 1938, la Tchécoslovaquie vit en régime de démocratie parlementaire et fait ainsi, en Europe centrale, figure d'exception. *La Tchécoslovaquie est régie par la Constitution du 29 février 1920. Elle est organisée en*

République démocratique et parlementaire à l'occidentale: suffrage universel, vote des femmes, président élu par l'Assemblée pour sept ans. Masaryk, président de la république depuis septembre 1918, se retire de la vie politique en 1935, à 85 ans. Benes, ministre des Affaires étrangères sans interruption depuis 1919, lui succède. La multiplicité des partis impose des gouvernements de coalition et suscite une certaine instabilité gouvernementale. Benes joue un rôle important. Il constitue en 1920-1921 avec la Yougoslavie et la Roumanie, pays frontalier, la " Petite Entente " et signe en 1925 avec la France une alliance défensive. En 1935, il conclut avec l'Union soviétique un pacte d'assistance mutuelle. La présence d'Edouard Benes dans tous les gouvernements qui se sont succédés à Prague depuis 1918 a assuré à la politique extérieur de la Tchécoslovaquie une continuité remarquable. L'homme a acquis une autorité personnelle considérable dans les grandes affaires internationales. Le principe essentiel et l'objet constant de cette politique sont la défense de la paix et le maintien du statu quo territorial tel qu'il résulte des traités de 1919-1920, contre tous les révisionnismes, spécialement contre le révisionnisme hongrois.

La préoccupation constante de fortifier l'autorité et l'action de la Société des Nations comme gardienne de la paix tient à cette situation.

A l'intérieur du pays, la protection des minorités, exigée par les traités de paix, est assurée de façon précise et efficace. Cela constitue aussi une exception dans l'Europe centrale de l'entre-deux-guerres. Aucune plainte n'est déposée devant la commission des minorités de la Société des Nations jusqu'en 1938.

Des tensions apparaissent néanmoins entre Tchèques et Slovaques. Ces derniers ont mal ressenti, après 1919, l'invasion des fonctionnaires tchèques. Les Tchèques de leur côté, très unitaires, acceptent mal les particularismes slovaques. Le parti populiste de Hlinka, au sein duquel Mgr Jozef Tiso joue un rôle grandissant, adopte des positions très autonomistes. En 1932, il remporte aux élections la moitié des voix en Slovaquie et prend un tour de plus en plus fascisant. Non moins inquiétante est la question allemande. Passée au second plan dans les années vingt elle rebondit ensuite sous l'impulsion du pro-nazi Konrad Henlein dont le parti obtient, dans l'électorat de langue allemande, le tiers des voix en 1935.

Sous l'influence de national-socialisme allemand, la question de la minorité allemande a pris, depuis 1933, un caractère aigu. Elle donne lieu à une agitation d'autant plus inquiétante qu'elle a l'appui ouvert du Reich et de sa presse. Si les agrariens et les chrétiens-sociaux allemands continuent leur collaboration avec le gouvernement, un parti s'est formé qui, sous la dénomination d'Allemands de Sudètes, s'inspire des idées du national-socialisme allemand. Il tend à une dislocation de l'Etat tchécoslovaque. L'agitation de la minorité allemand des Sudètes fournit à Hitler le prétexte cherché à une intervention et l'occasion d'un premier démembrement de la Tchécoslovaquie.

Ces préparations de l'annexion d'un Etat souverain et démocratique sont acceptées sans difficulté par les puissances mondiales et européennes. La politique des concessions offre la Tchécoslovaquie à l'agresseur potentiel.

La crise tchécoslovaque et la deuxième guerre mondiale

La " crise tchécoslovaque " de 1938 suit l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, l'Anschluss, opérée le 12 mars. En liaison avec Hitler, Henlein accentue progressivement la pression sur le gouvernement de Prague, qui tergiverse puis, en septembre, se voit contraint de

réprimer des actions violentes dans les Sudètes. *Le 15 septembre Konrad Henlein, chef de la minorité allemande, réclame pour ses compatriotes la liberté de " revenir dans le Reich ". Le 26, Hitler somme le gouvernement de Prague d'évacuer dans les 6 jours le territoire des Sudètes.* Le Premier ministre britannique Neville Chamberlain qui redoute une guerre européenne au cas où la France soutiendrait la Tchécoslovaquie, engage des négociations avec Hitler. Mais la tension internationale s'accroît et l'on en vient aux accords de Munich du 30 septembre, conclus entre Hitler, Mussolini, Chamberlain et Edouard Daladier. ***Les Tchèques identifient les accords de Munich à une trahison des alliés, de la France et de l'Angleterre. Cela expliquera après guerre l'orientation de la Tchécoslovaquie vers l'URSS.***

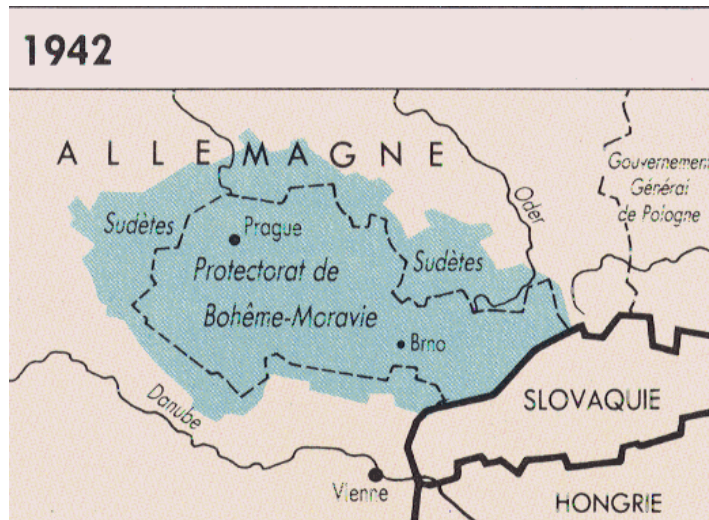


En application de ces accords, la Tchécoslovaquie abandonne à l'Allemagne les territoires germanophones (Sudètes) de Bohême, Moravie et Silésie. Les conséquences s'enchaînent: dès le 30 septembre, la Pologne obtient par ultimatum que la Tchécoslovaquie lui cède l'ouest du territoire du Teschen. ***Il est intéressant de noter que la Tchécoslovaquie n'a pas conclu avec la Pologne de traités orientés contre l'ennemi commun, c'est à dire l'Allemagne.*** Le 5 octobre, Benes

démissionne et prend le chemin des Etats-Unis. Il sera remplacé par un magistrat, Emil Hacha. Le 6 octobre, Tiso proclame l'autonomie de la Slovaquie et de la Ruthénie. Le 2 novembre, le premier " arbitrage de Vienne " attribue à la Hongrie le sud de la Slovaquie et de la Ruthénie. La Slovaquie, dont le régime, sous la pression de Hitler, devient ouvertement fasciste, ne tarde pas à entrer en conflit avec Prague. Le 14 mars 1939, la diète de Bratislava proclame l'indépendance, sous la protection du Reich. Dans la nuit du 14 au 15 mars, le président Hacha se rend à Berlin. Sous la menace d'une guerre immédiate, il signe un document qui remet le pays tchèque entre les mains du Führer. Le 15, Hitler signe au château de Prague le décret qui incorpore au Reich le " protectorat de Bohême-Moravie ".



Sans guerre, Hitler gagne un grand potentiel économique et surtout militaire. L'armement tchécoslovaque est assez moderne et les chars tchécoslovaques attaqueront la France. Les jours suivants, les Hongrois s'emparent de la Ruthénie subcarpatique.



Durant toute la guerre, les régions tchèques sont étroitement contrôlées par les autorités nazies. Dès novembre 1939, les établissements d'enseignement supérieur sont fermés. En janvier 1941, l'occupant institue un service de travail obligatoire. Des centaines de milliers de Tchèques sont envoyés dans les usines allemandes. Des résistants de tous bords se retrouvent dans les camps de concentration, dont les futurs présidents Zapotocky et Novotny ainsi que le futur archevêque de Prague, Mgr Beran. La

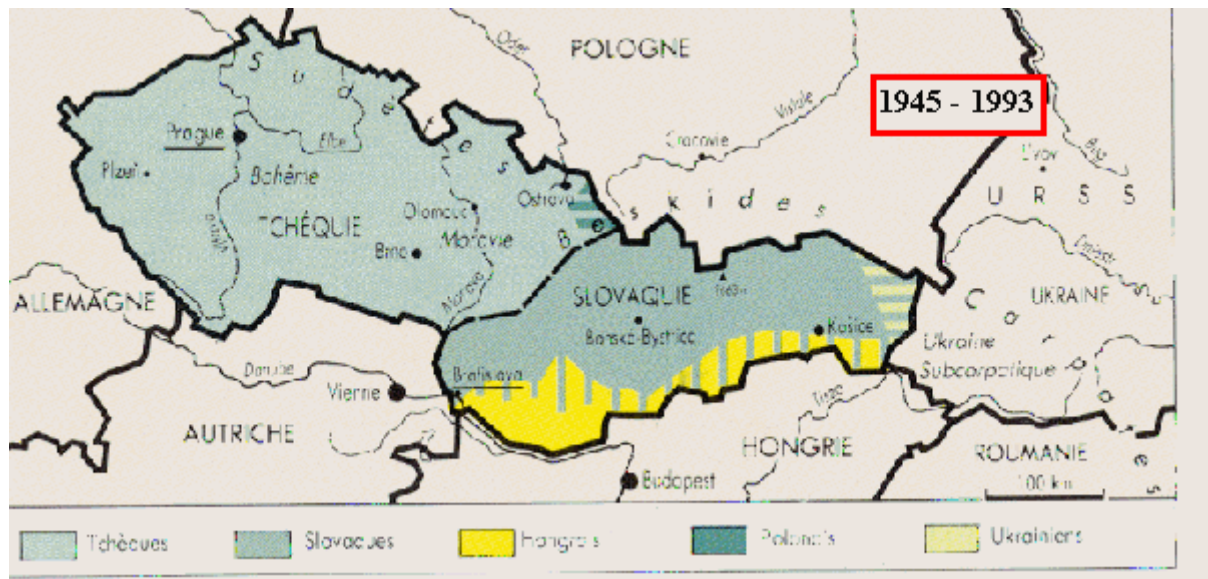
répression s'accroît avec l'arrivée à Prague comme "protecteur", en septembre 1941, de Reinhard Heydrich, l'adjoint direct de Himmler. Après son assassinat le 27 mai 1942, les habitants de la localité de Lidice sont massacrés en représailles le 10 juin.

La position centrale de la Bohême met le pays à l'écart des opérations militaires jusqu'en mai 1945. Une insurrection à Prague précède de quelques jours l'arrivée des troupes soviétiques, tandis que les Américains s'avancent jusqu'à Plzen. ***Ils auraient été capables de libérer Prague une à deux semaines avant l'armée soviétique. Conformément aux négociations de Yalta qui ont divisé les zones d'influences en Europe après la guerre, les américains sont restés à la limite de leurs zones.***

La Slovaquie dirigée par Tiso - lequel applique avec diligence les mesures relatives aux Juifs réclamées par le Reich - se voit pour sa part entraînée dans la guerre contre l'Union soviétique. En août 1944, cependant, la résistance des partisans antinazis se transforme aux alentours de Banská Bystrica en une insurrection qui dure plusieurs mois. Les troupes soviétiques sont à Kosice (l'est de la Slovaquie) à la fin de mars 1945, à Bratislava en avril.

Benes, installé à Londres à partir de 1940, a créé en octobre 1939 un Comité national tchèque. Redevenu président de la République, il met en place un gouvernement que l'Union soviétique reconnaît après juin 1941. En décembre 1943, à Moscou, il signe avec l'URSS un traité d'amitié et d'assistance mutuelle. Il y rencontre le dirigeant communiste Klement Gottwald. En mars-avril 1945, Benes transfère les autorités tchécoslovaques de Londres à Kosice. Un nouveau gouvernement est formé avec pour président le social-démocrate Zdenek Fierlinger et pour vice-président Gottwald. Le programme dit "de Kosice", adopté en avril 1945, prévoit une alliance avec l'URSS, une réforme agraire et d'importantes nationalisations.

Le rétablissement de la paix s'accompagne du retour aux frontières de 1937. La Tchécoslovaquie doit cependant céder à l'URSS la Ruthénie subcarpatique, par un accord du 29 juin 1945. En outre, la conférence interalliée de Potsdam d'août 1945 autorise l'expulsion de toute la population germanophone de Tchécoslovaquie. C'est chose faite dès l'automne de 1946. Cela influencera les relations entre la Tchécoslovaquie et la R.F.A. jusqu'à nos jours.



Le coup de Prague

Des élections libres ont lieu en Tchécoslovaquie en mai 1946. Le parti communiste arrive en tête avec 38% des voix. Le président Benes charge Gottwald de constituer un nouveau gouvernement d'union nationale. Un communiste y détient le portefeuille de l'Intérieur. Jan Masaryk, fils de Tomas, celui des Affaires étrangères. Les premiers éléments de crise apparaissent en 1947. Le gouvernement qui en juillet avait accepté le plan Marshall, doit quelques jours plus tard le refuser, sur injonction de Moscou. Le parti social-démocrate refuse la fusion avec le P.C. malgré les efforts de Fierlinger, le chef du parti.

Pour protester contre les agissements du ministre de l'Intérieur, douze ministres non communistes démissionnent en février 1948. Sous l'impulsion d'Antonin Zapotocky, responsable des syndicats, une grève générale est aussitôt déclenchée. C'est le coup de Prague. Benes cède. Le remplacement des ministres démissionnaires accentue l'emprise communiste sur le gouvernement. Tout va ensuite très vite. En mars Jan Masaryk se suicide. En avril, une loi procède à la nationalisation massive de 98% du secteur industriel. En mai, une nouvelle Constitution établit une " république de démocratie populaire " et une nouvelle assemblée est aussitôt élue sur listes uniques. En juin Benes démissionne. Gottwald devient président de la République et Zapotocky chef du gouvernement. Le régime communiste est en place.

Le coup de Prague signifie que la Tchécoslovaquie est définitivement sous l'influence soviétique. L'URSS contrôle tous les pays selon le traité de Yalta et se rapproche des pays occidentaux. Elle gagne, comme Hitler en 1939, un grand potentiel économique et culturel.

3.3 La Tchécoslovaquie - démocratie populaire et socialiste (1948 -1989)

Une épuration frappe le P.C. tchécoslovaque en 1951. Elle vise Vladimir Clementis (Slovaque; ex-ministre des Affaires étrangères) et Rudolf Slansky (secrétaire général du P.C. en 1945), qui figureront parmi les onze condamnés à mort de 1952, mais aussi Gustav Husak

(ex-chef du P.C. slovaque) et d'autres. Beaucoup d'accusés sont juifs, dont Slansky. L'un d'eux, Arthur London, relatera plus tard les horreurs du procès dans son ouvrage " L'Aveu ".

La succession de Gottwald, mort en 1953, à la présidence de la République est assurée par Zapotocky, mort en 1957, puis par Antonin Novotny, secrétaire général du P.C. depuis 1953. Aucun signe de déstalinisation ne se manifeste dans les années cinquante, tout au contraire. En se proclamant " république socialiste " en 1960, la Tchécoslovaquie affirme qu'elle progresse sur la voie du communisme.

Un petit dégel intervient en 1963 avec la réhabilitation de Clementis et de Slansky et la libération de l'archevêque de Prague, Mgr Beran, qui était assigné à résidence depuis 1948. Au cours de 1967, des critiques se font ouvertement jour, à tel point qu'en janvier 1968 Alexander Dubcek (premier secrétaire du P.C. slovaque) remplace Novotny à la tête du parti. *En juin 1967, le IV^e congrès des écrivains tchèques et slovaques se transforme en procès contre le régime. Il exige le départ de certains staliniens.* Le président de la République démissionne en mars. Le mois suivant, Dubcek fait adopter par le P.C. un programme très réformateur définissant " la voie de la Tchécoslovaquie vers le socialisme ". C'est " le printemps de Prague ".

Du 18 au 30 juin, des manoeuvres des troupes des pays du pacte de Varsovie, depuis longtemps décidées, offrent à l'URSS l'occasion de prolonger la présence de son armée en Tchécoslovaquie pendant le mois de juillet. Jusqu'en 1968, les forces soviétiques en effet ne stationnaient pas sur le territoire tchécoslovaque. Pour Brejnev c'est une occasion unique de contrôler militairement le dernier pays assez indépendant.

Les critiques soviétiques, immédiates, se transforment en juillet en fortes pressions, avec le soutien des gouvernements de Bulgarie, de Hongrie, de Pologne et de R.D.A. Les 20 et 21 août, les troupes soviétiques et leurs alliés envahissent la Tchécoslovaquie et imposent la " normalisation ". *Jusqu'à la fin de l'année, les questions majeures consisteront à définir la solution politique à la crise, à mettre sur pied les accords économiques indispensables, à régler la question de la présence de troupes en état de " stationnement temporaire ", à écarter les obstacles à la normalisation sans paraître revenir au statu quo précédent.*

L'agitation antisoviétique se poursuit néanmoins jusqu'à ce qu'en avril 1969 Husak, réhabilité en 1963, remplace Dubcek. Husak deviendra président de la République en mai 1975.

*En 1969 les faits les plus importants de l'histoire de la Tchécoslovaquie sont éclipsés par la recherche d'un dénouement à la crise. Ainsi en est-il de la naissance **de l'Etat fédéral tchécoslovaque**, une grande réforme que les circonstances n'ont pas permis d'étudier dans tous ses détails institutionnels. **Cet événement montre les intérêts différents des Tchèques et des Slovaques, mais aussi une volonté de chercher des modes de vie commune.***

Par ailleurs la normalisation se poursuit, qui provoque plusieurs suicides après celui de l'étudiant Jan Palach.

La crise tchécoslovaque est un grand événement. En juin 1969, à la conférence mondiale de Moscou, plusieurs délégations de P.C. revendiquent l'autonomie de chaque parti. L'idée d'un modèle unique de socialisme n'a aucune chance d'être sérieusement proposée. En plus, en mars 1970 plusieurs ex-dirigeants du printemps de Prague sont exclus du P.C. En mai

Brejnev et Kossyguine viennent signer à Prague un nouveau " traité d'amitié " qui renforce l'alliance.

3.4 La révolution de velours et la division de la Tchécoslovaquie

Les années soixante-dix et quatre-vingt sont celles de la protestation des intellectuels (Charte 77, aussitôt diffusée en Occident) et de leurs procès (dont ceux de Vaclav Havel en 1982 et en février 1989).

Il faut dire que la fédération est, selon Vaclav Havel, seulement un totalitarisme fédéralisé qui ne peut pas plus satisfaire les Slovaques que les Tchèques. La vie politique, culturelle et économique est aux mains du P.C. Les idées de la perestroïka ne sont pas acceptées par le gouvernement et le P.C. tchèque. Ce sont, avec le marasme économique, les causes de la révolution.

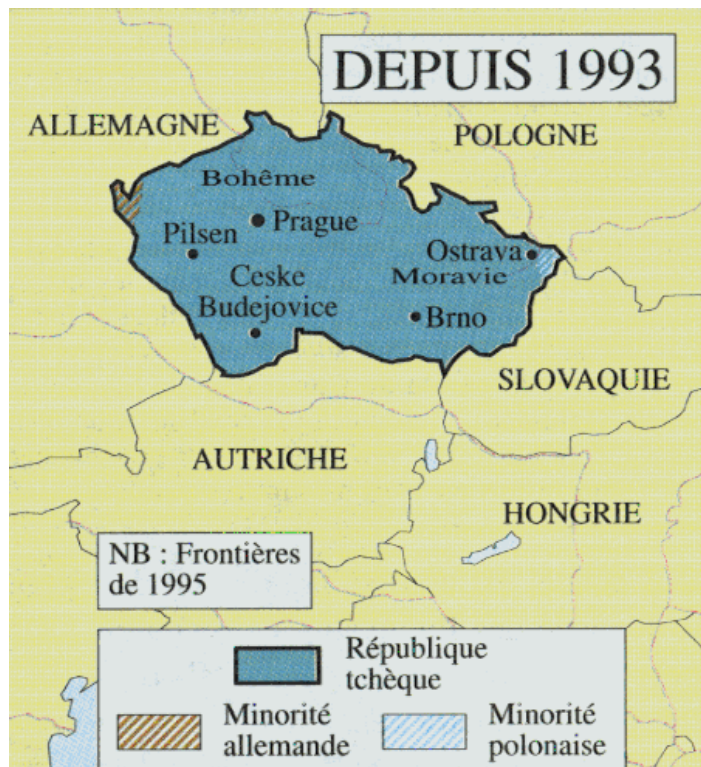
Après la répression d'une manifestation d'étudiants à Prague le 17 novembre 1989, la " révolution de velours ", animée par le Forum civique, se déroule très vite : il est mis fin au rôle dirigeant du P.C. le 30. Le 9 décembre, Husak démissionne. Le 19 Vaclav Havel devient président de la République. Dubcek préside l'Assemblée nationale.

En avril 1990, la Tchécoslovaquie devient " république fédérative tchèque et slovaque ". En juillet, Havel est réélu président de la République.

Mais, les indépendantistes, bien que longtemps minoritaires dans les deux républiques, ont mené le jeu politique de la nouvelle Tchécoslovaquie démocratique présidée par l'ex-dissident Vaclav Havel.

Le processus de dissociation des Républiques tchèque et slovaque est facilité par l'évolution économique et politique divergente des deux républiques. En effet, depuis la fin de l'année 1989, la situation économique est bien plus mauvaise en Slovaquie qu'en Bohême et en Moravie. Ces deux dernières régions bénéficient de l'essentiel (85%) des nouveaux investissements étrangers. Ces derniers restent dans l'absolu modestes. La Slovaquie a un taux de chômage moyen de 14%, contre 4% en pays tchèque où les industries sont plus variées. Les usines d'armement prédominantes en Slovaquie doivent subir de profondes restructurations qui ne sont pas sans inquiéter la population.

Le parti vainqueur des élections législatives de juin 1992, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) dirigé par Vladimir Meciar, est favorable à une large intervention de l'Etat dans la vie économique. Ainsi le gouvernement de Bratislava s'oppose-t-il aux orientations du Parti civique démocratique (ODS), partisan d'un libéralisme radical, qui triomphe dans les régions tchèques et dirige le gouvernement de Prague.



Les positions divergentes des dirigeants tchèques et slovaques sont encore aggravées par leur conceptions contradictoires de l'Etat commun. Les Slovaques, qui sont à la recherche d'une souveraineté totale, souhaitent cependant conserver certains liens avec les Tchèques et créer une Union tchécoslovaque, confédération d'Etats souverains. Les Tchèques, comme Vaclav Havel ou Vaclav Klaus, sont au contraire partisans d'un Etat fédéral. L'impossibilité de parvenir à un accord entre les deux partis aboutit à la décision de fonder deux nouveaux Etats liés uniquement par un certain nombre de traités bilatéraux. Le gouvernement tchèque est devenu, durant l'été 1992, le plus ardent partisan d'une séparation totale mais menée avec douceur le divorce de

velours. Elle préserve en effet les chances tchèques d'intégrer le plus rapidement possible la Communauté européenne.

Les modalités de la séparation des deux Etats, difficilement imaginables quelques mois auparavant, sont décidées par une rencontre des Premiers ministres Vaclav Klaus et Vladimir Meciar (juillet-octobre 1992). Le calendrier et les modalités des indépendances respectives sont fixées. La création d'une union douanière et de défense est décidée.

L'opposition au Parlement fédéral réclame que la séparation des deux Etats fasse l'objet d'un référendum, ce que les deux Premiers ministres refusent de peur d'être désavoués. Vaclav Havel démissionne à ses fonctions en septembre 1992. En janvier 1993, il est devenu président de la **République tchèque**.^{*5}

Les nouvelles frontières pourraient faire renaître les anciennes Cisleithanie et Transleithanie ce qui est en soit dangereux. Il existe aussi une menace de séparation entre les Slaves orientaux et les Slaves occidentaux influencés par les traditions des voisins de l'ouest. Tout cela aboutit au risque majeur de construction d'une Europe divisée en son sein.

3.5 L'adhésion aux valeurs occidentales

L'invasion d'août 1968 et la répression-normalisation de plus de vingt ans sont les causes qui facilitent l'adhésion des Tchèques aux valeurs occidentales contemporaines: le marché et la démocratie. Sur le plan des relations extérieures, des nuances existent entre l'attitude des Tchèques et celle des Slovaques. Pour son premier voyage officiel, le président Havel s'est rendu en Allemagne dès janvier 1990, et ce malgré les revendications en République Fédérale d'Allemagne des Allemands qui avaient été chassés des Sudètes et qui réclament aujourd'hui,

sinon le droit au retour, du moins la restitution des biens confisqués. Ce problème a, en principe, été tranché par le traité germano-tchécoslovaque dans un sens plutôt favorable aux Tchèques. Ceux-ci souhaitent maintenant le rapprochement avec un voisin encombrant et incontournable, et, au-delà, avec l'Union Européenne.

La signature de la déclaration tchéco-allemande le 21 janvier 1997, difficilement négociée pendant deux ans, met fin à certaines tensions entre les deux Etats. ***Les relations tchéco-allemandes sont, après des siècles de problèmes, normales et sans grandes difficultés. Mais les relations non gouvernementales portent des germes de conflits et de contrariétés. Les demandes des anciens Allemands des Sudètes de restituer des biens confisqués ne sont pas acceptables par les Tchèques. Les investissements allemands, s'ils sont dans un premier temps bénéfiques, ruinent à terme la concurrence tchèque et sont donc très mal acceptés.***

Le rapprochement avec l'Ouest, à savoir l'adhésion la plus rapide à l'Union Européenne (l'U.E) et surtout à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (l'OTAN) sont les priorités géopolitiques de la République tchèque pour les dix prochaines années.

La transition vers la démocratie, le passage à l'économie de marché et l'intégration dans l'économie mondiale ne peuvent être que progressifs. L'abandon de l'économie planifiée au profit de l'économie de marché à l'occidentale est devenu une priorité pour tous les Etats se libérant du système totalitaire. Cela demande aussi un changement radical du rôle de l'Etat.

La République tchèque fait beaucoup pour l'adhésion à l'U.E.:

Le processus de privatisation de l'économie de la République tchèque commence en 1991. Actuellement environ 80% d'entreprises sont privées. Le processus de privatisation continue par le secteur financier. La transformation économique en République tchèque est très exigeant et complexe. Malgré tous les problèmes et les difficultés, l'économie présente d'assez bons résultats qui offrent de bonnes perspectives d'avenir pour la République tchèque.

Entant que **candidat de l'adhésion**, la République tchèque doit être en mesure de satisfaire à certains critères politiques et économiques:

- *appliquer la législation communautaire,*
- *faire face à la concurrence des partenaires occidentaux,*
- *respecter les droit de l'homme et les principes démocratiques,*
- *faire fonctionner une économie de marché.*

L'application de la législation communautaire est le plus grand problème actuel de la République tchèque. L'introduction des normes de l'U.E. passe très lentement avec beaucoup de difficultés.

Il faut conclure que parmi les pays d'Europe centrale et orientale, les pays du Groupe de Visegrad, notamment la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, sont les plus engagés sur la voie des réformes et dans les actions de rapprochement avec les réglementations en vigueur au sein de l'U.E.

Une première série d'adhésion est espérée pour 2001 (Pologne, Hongrie, République tchèque). Les négociations devraient commencer après la clôture de la Conférence intergouvernementale et donc la révision du traité de Maastricht.

Les espoirs de la République tchèque s'appuient sur des résultats concrets. Ils devraient voir aboutir une adhésion prochaine.



Après l'an 1989 et après la disparition du Pacte de Varsovie, la Tchécoslovaquie (actuellement la République tchèque) s'est trouvée face à un vide de sécurité. Elle n'a ni traités de défense avec ses voisins, ni garanties de sécurité des puissances mondiales ou européennes. Elle cherche donc les possibilités d'amener sa défense dans de nouvelles conditions.

La République tchèque actuellement n'est pas le membre de l'U.E. ou de l'U.E.O. Seul l'OTAN peut assurer sa défense car en Europe il n'y a aucune autre organisation capable de

garantir la défense des pays de l'Europe centrale et orientale. De plus l'OTAN expérimente actuellement les innovations suivantes:

- les nouvelles missions de maintien de la paix,
- la coopération entre l'OTAN et l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (l'O.S.C.E.),
- les liens avec l'U.E.O.,
- le renforcement de l'identité européenne de défense dans l'Alliance,
- **l'élargissement à l'Est par l'adhésion de nouveaux membres.**

La rénovation de l'OTAN passe en effet par l'élargissement de sa zone géographique. Cela concerne l'intégration de nouveaux pays d'Europe centrale et orientale, anciens membres du Pacte de Varsovie, en attendant l'incorporation éventuelle de certains pays dits neutres comme l'Autriche ou la Finlande.

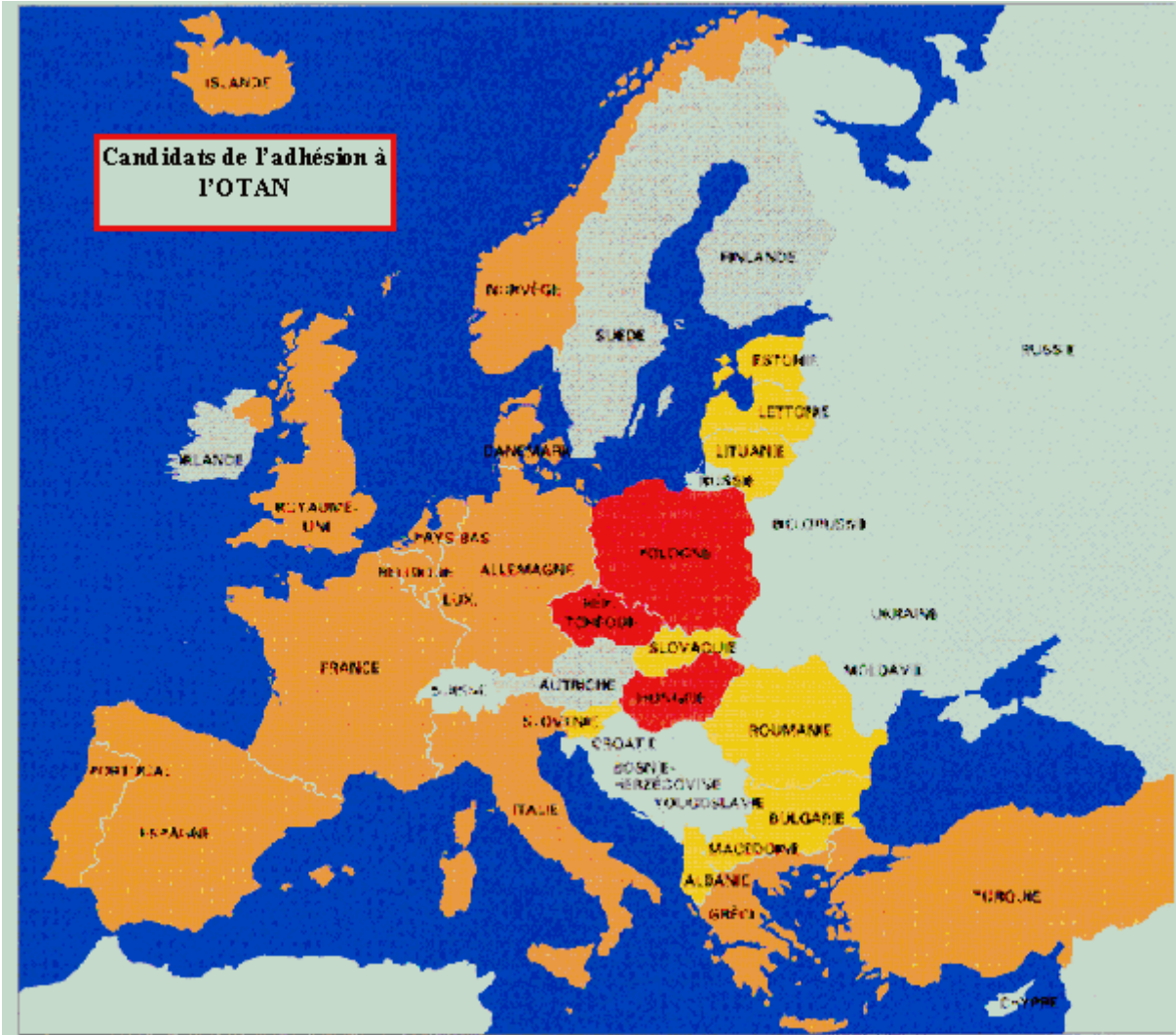
Conformément à l'article 10 du traité de l'Atlantique nord, l'OTAN indique en janvier 1994, lors du sommet de Bruxelles, qu'elle est prête à accueillir de nouveaux membres. L'intégration devrait réduire les risques de flambées de chauvinisme, éviter les renationalisations des politiques de défense et améliorer la prévention des conflits.

La République tchèque est avec la Pologne et la Hongrie parmi les premiers candidats des pays de l'Europe post-communiste à l'adhésion à l'OTAN. Dès 1997 elle entame les négociations et la signature des protocoles d'adhésion. L'engagement du processus de ratification parlementaire dans tous les Etats membres a été effectué en 1998. L'adhésion effective et officielle pourrait avoir lieu en avril 1999, lors du cinquantième anniversaire de l'OTAN.

Les nouveaux membres ont les obligations. Ils sont en train de réaliser les conditions d'entrée dans l'Alliance atlantique:

- *attachement aux normes de l'O.S.C.E., dont le règlement pacifique des différends,*
- *promotion de la liberté économique,*
- *établissement d'un contrôle démocratique et civil de leurs forces armées,*
- *souscription au concept stratégique de l'Alliance et au partage des rôles, des risques et des responsabilités de la défense collective,*
- *adhésion au processus OTAN de normalisation (opérations, administration, matériels) et d'interopérabilité du commandement, du contrôle et des communications ainsi que des systèmes d'armes.*

L'entrée de la République tchèque dans l'OTAN est le grand événement et le plus grand résultat de la politique extérieure. La république tchèque stabilise sa place en Europe. Elle est conforme aux traditions de la Première république tchécoslovaque.



CONCLUSION

Le peuple tchèque a retrouvé son histoire. Aujourd'hui encore, ce sont les problèmes géopolitiques de la nation tchèque qui détermineront la situation des Tchèques et de leur état en Europe centrale.

L'Etat tchèque indépendant s'est développé jusqu'en 1526. C'est l'époque de la constitution du royaume de Bohême, du plus riche et plus grand royaume du Saint Empire romain germanique. C'est aussi le début de l'assimilation des acceptations des valeurs occidentales par les Tchèques et l'introduction du christianisme comme la religion d'état.

La révolution hussite montrera la capacité du peuple tchèque à changer ses conditions sociales et culturelles, et à moderniser l'église catholique, sans pour autant la rejeter.

Le règne des Habsbourgs entre les années 1526 et 1918 est la période la plus sombre du peuple tchèque. Le royaume de Bohême perd successivement son indépendance et ses droits. Il est seulement une partie provinciale de l'Empire d'Autriche. Les Tchèques subissent la germanisation et le sentiment national est battu en brèche.

Le mouvement national aux XVIII^e et XIX^e siècles anime en réaction l'effort du peuple tchèque pour sa liberté et son indépendance nationale. Cependant les résultats de cette époque ne sont pas entièrement négatifs. Cette époque connaît un grand développement culturel et économique. La Bohême très industrialisée devient l'arsenal de l'empire d'Autriche.

Puis la république tchécoslovaque est créée en 1918. Cela concrétise les efforts du peuple tchèque et entérine les décisions des puissances mondiales.

La période de 1918 à nos jours est la période la plus courte mais cependant très riche en évolutions et en bouleversements.

Le nouvel Etat tchécoslovaque, de 1918 est économiquement fort, démocratique et parlementaire. Mais il termine son existence 20 ans après sous les attaques de l'Allemagne et la lâcheté des puissances européennes démocratiques. L'accord de Munich est l'échec de la politique tchécoslovaque et des démocraties qui va déboucher sur la deuxième guerre mondiale.

L'occupation allemande de la Bohême et de la Moravie entraîne une nouvelle volonté de germaniser la région tchèque.

Le coup de Prague en 1948, quarante ans de gouvernement communiste, symboles de l'influence soviétique en Tchécoslovaquie, entraîneront et de l'interruption des relations avec les pays occidentaux. Les efforts du peuple tchèque pour changer ou moderniser la vie politique seront réprimés et le pays sera occupé par les troupes du pacte de Varsovie.

L'an 1989 et la révolution de velours ont changé radicalement cette situation politique. Le pays devient de nouveau démocratique et renouvelle ses relations traditionnelles avec l'Occident. Après une longue période de négociations entre tchèques et allemands, leurs relations sont actuellement normalisées. La coopération se développe aujourd'hui rapidement entre les deux pays.

L'avenir de la République tchèque est lié à l'U.E. et à l'OTAN. La République tchèque réalise les conditions nécessaires pour l'adhésion dans ces deux organisations. En 1999 elle devrait être membre de l'OTAN et, probablement, en 2001 ou un peu plus tard membre de l'U.E.

Mais la République tchèque peut aussi profiter de sa position géopolitique et géostratégique au centre de l'Europe. Elle peut être, en tant que seul pays slave à culture occidentale, la liaison entre les pays occidentaux et les pays slaves orientaux. La création des nouvelles Cisleithanie et Transleithanie est dangereuse pour l'avenir de l'Europe centrale et pour la République tchèque elle-même.

Malgré toutes les difficultés et tous les problèmes, l'avenir du peuple tchèque est en Europe. La République tchèque est une partie intégrante d'un Europe moderne et démocratique. L'intégration complexe dans des structures européennes est l'objectif de la politique tchèque pour la présent et l'avenir.

Notes et explications

*1) **Ottokar II** (1253-1278), petit-fils d'Ottokar I^{er}, nommé aussi " le roi de fer et d'or "; sa cour a été la plus riche d'Europe continentale ; sa cavalerie lourde a perdu seulement une bataille au cours de laquelle Ottokar trouva la mort (Dürnkrut en 1278).

*2) **Jan Hus** (1370-1415), héros national tchèque, prêtre en 1400. Il prêche la réforme de l'Eglise et la possibilité pour chacun d'étudier directement l'Evangile, qu'il entreprend de traduire en tchèque. En 1409 il est professeur de l'université de Prague, et est excommunié en 1410. Il prêche néanmoins en 1412 contre les indulgences de l'anti-pape Jean XXIII et fait cette fois l'objet d'une excommunication majeure. Sa mort sur le bûcher transforme ses appels à la réforme en révolution nationale.

*3) **calixtins et taborites**, sont tous hussites attachés à la communion des fidèles sous les deux espèces (du pain et du vin), en latin " sub utraque specie " (d'où le terme " utraquistes ") alors que dans le rite catholique seul le prêtre, avec le vin du calice, communique sous la seconde espèce. Dès 1420, un mouvement **hussite millénariste et radical** apparaît qui fonde à **Tabor (taborites)**, au sud de Prague, un véritable camp retranché où affluent les pauvres. Leur efficacité militaire leur permet jusqu'en 1431 d'imposer leur autorité à toute la Bohême, sous la conduite de Zizka, puis de Prokop. Aux taborites s'opposent **les utraquistes ou calixtins (de calice)**, plus modérés, recrutés dans les classes plus aisées qui souhaitent trouver un compromis avec l'Eglise catholique.

*4) **Frantisek Palacky**, historien et philosophe tchèque, publie de 1836 à 1867 une Histoire de la Bohême en cinq volumes, très fouillée mais très nationaliste puisque elle s'arrête en 1526; il participera activement à la vie politique de 1848 parmi les intellectuels " Eveilleurs ".

***5) République tchèque**

Nature du régime:		démocratie parlementaire
Capitale:		Prague
Superficie:	km ²	78 864
Population	millier	10 251
Densité:	hab./ km ²	130,0
Espérance de vie:	années	72
PIB par habitant:	\$	9 770
Taux d'inflation:	%	8-9

BIBLIOGRAPHIE

Chaliand, G; Regeau, J.-P.: *Atlas des Européens*, Fayard, 1989.

Sellier, A; Sellier, J.: *Atlas des peuples d'Europe centrale*, La découverte, 1991.

Dézert, B.: *L'Europe. Géographie historique, sociopolitique et économique*, Nathan, 1998.

Universalis 1997, *La politique, les connaissances, la culture en 1996*, Encyclopedia universalis, éditeur à Paris 1997.

Universalis 1998, *La politique, les connaissances, la culture en 1997*, Encyclopedia universalis, éditeur à Paris 1998.